

**La frontière asymétrique à l'âge des mobilités globalisées :
une sociologie géopolitique des crises frontalières à partir du cas de Ceuta**

Pr. Mohamed El omary

Professeur de sociologie à l'université Ibn Zohr. Agadir

Maroc

Résumé

Cet article propose le concept de *frontière asymétrique* comme cadre d'analyse des transformations contemporaines des frontières et des nouvelles formes de conflictualité. À partir du cas de Ceuta entre le Maroc et l'Espagne, il montre que les crises frontalières ne résultent pas d'un facteur unique, mais de l'interaction entre plusieurs asymétries économiques, juridiques, institutionnelles, informationnelles, symboliques et géopolitiques. La frontière apparaît ainsi comme un espace relationnel où se confrontent mobilités humaines, rapports de puissance, imaginaires sociaux et stratégies politiques. Cette approche dépasse les lectures centrées exclusivement sur le contrôle migratoire ou la sécurité pour analyser la frontière comme un espace de production des inégalités, des vulnérabilités et des tensions contemporaines. L'article propose ainsi une sociologie géopolitique de la *frontière asymétrique* permettant de comprendre comment certains espaces frontaliers deviennent des foyers de crise dans un contexte marqué par l'intensification des mobilités globalisées.

Mots-clés

frontière asymétrique ; Ceuta ; Mobilités internationales ; Inégalités territoriales ; Crises frontalières ; Géopolitique ; Conflictualité hybride.

Asymmetrical Borders in the Age of Global Mobility:

Ceuta as a Geopolitical Laboratory of Inequality and Conflict

Abstract

This article introduces the concept of the asymmetrical border as an analytical framework for understanding contemporary border transformations and emerging forms of conflict. Through the case study of Ceuta, located between Morocco and Spain, it argues that border crises cannot be explained by a single factor, such as migration flows, security policies, or diplomatic tensions. Rather, they emerge from the interaction of multiple asymmetries, including economic, legal, institutional, informational, symbolic, and geopolitical disparities. The border is therefore understood as a relational space where human mobility, power relations, collective imaginaries, and political strategies intersect. By moving beyond exclusively security-based or humanitarian interpretations, this study proposes a geopolitical sociology of asymmetrical borders that examines how structural inequalities transform certain border spaces into areas of vulnerability, negotiation, and conflict. The analysis contributes to a broader understanding of how contemporary borders function in an era characterized by intensified global mobility and persistent inequalities in access to rights, resources, and future opportunities.

Introduction

La frontière constitue aujourd'hui un objet scientifique central pour comprendre les transformations politiques, sociales et géopolitiques du monde contemporain. Son étude a longtemps été dominée par une conception territoriale classique, selon laquelle elle représentait avant tout une limite spatiale séparant deux souverainetés et définissant les contours de l'autorité étatique. Cette approche, largement influencée par la formation de l'État moderne, considérait la frontière comme une réalité stable, matérialisée par une ligne juridique et géographique clairement identifiable. Les évolutions contemporaines ont cependant profondément modifié cette représentation. La mondialisation des échanges, l'accélération des mobilités humaines, la multiplication des crises transnationales et la recomposition des rapports de puissance ont transformé la frontière en un espace complexe où se confrontent des logiques multiples. Elle demeure un instrument de contrôle territorial, mais elle est également devenue un espace de circulation, de négociation, de différenciation sociale et de production de rapports de pouvoir. La frontière contemporaine ne sépare donc plus uniquement des territoires ; elle organise des relations asymétriques entre populations, institutions et espaces politiques.

Cette évolution a conduit les sciences sociales à dépasser une lecture exclusivement géographique de la frontière. Les recherches actuelles l'appréhendent comme une construction politique et sociale en constante transformation. Elle n'existe pas seulement par son tracé physique, mais également par les pratiques administratives, les dispositifs juridiques, les représentations collectives et les stratégies des acteurs qui lui donnent sens. Une frontière peut être ouverte pour certains flux et fermée pour d'autres. Elle peut favoriser les échanges économiques tout en limitant fortement la mobilité de certaines catégories de populations. Elle peut apparaître comme un espace de protection pour certains acteurs et comme un obstacle ou une source de vulnérabilité pour d'autres. Cette dualité explique pourquoi les frontières sont devenues des lieux privilégiés d'observation des contradictions du monde contemporain.

Dans ce contexte, certaines frontières présentent des caractéristiques particulières en raison des écarts structurels qui existent entre les territoires qu'elles mettent en contact. Ces espaces ne se distinguent pas uniquement par une différence géographique ou administrative. Ils sont marqués par une accumulation d'écarts économiques, juridiques, institutionnels, sociaux et géopolitiques. Ces écarts produisent des relations déséquilibrées entre les acteurs présents de part et d'autre de la frontière. Ils influencent les stratégies individuelles, les politiques publiques et les rapports diplomatiques. C'est précisément cette configuration particulière que permet d'analyser le concept de frontière asymétrique.

La frontière asymétrique désigne un espace dans lequel plusieurs formes d'inégalités se superposent et produisent une relation déséquilibrée entre territoires voisins. Elle ne renvoie pas uniquement à un différentiel économique. Elle comprend également les différences de droits, de statuts politiques, de capacités institutionnelles, d'accès aux ressources, de protection sociale et de perspectives offertes aux populations. Une telle frontière constitue un espace où les individus et les institutions ne disposent pas des mêmes possibilités d'action. Elle devient ainsi un lieu où les écarts territoriaux se transforment en tensions sociales et politiques.

L'intérêt scientifique de cette notion réside dans le fait qu'elle permet de renouveler l'analyse des crises frontalières. Les crises ne résultent généralement pas d'une cause unique. Elles émergent d'une combinaison de facteurs structurels et conjoncturels. Une forte différence économique peut alimenter des aspirations à la mobilité. Une différence de statut juridique peut créer des situations d'inégalité entre populations. Une tension diplomatique peut transformer un espace frontalier en instrument de négociation politique. Une accélération de la circulation de l'information peut amplifier les perceptions collectives et favoriser des mobilisations rapides. La crise apparaît alors comme le résultat d'une interaction entre plusieurs formes d'asymétrie qui, dans certaines circonstances, deviennent visibles et politiquement exploitables.

Le cas de Ceuta constitue un terrain particulièrement pertinent pour étudier cette dynamique. Cette enclave espagnole située sur la côte nord du Maroc occupe

une position singulière dans l'espace euro-méditerranéen. Elle appartient juridiquement à l'Espagne et à l'Union européenne, tout en étant située géographiquement sur le continent africain. Cette configuration produit une situation frontalière exceptionnelle où se rencontrent plusieurs réalités contradictoires : proximité géographique et séparation politique, voisinage territorial et différence institutionnelle, circulation historique et contrôle renforcé. Ceuta représente ainsi une frontière où se concentrent les principales tensions qui caractérisent aujourd'hui les frontières extérieures européennes.

Au-delà de sa dimension territoriale, Ceuta constitue un espace où se croisent plusieurs enjeux. Elle est une frontière extérieure de l'Union européenne et un point stratégique dans les politiques européennes de contrôle migratoire. Elle représente également un espace sensible dans les relations entre le Maroc et l'Espagne, en raison de son importance politique et symbolique. Pour de nombreuses populations migrantes, elle apparaît comme une porte d'accès vers l'Europe et comme un espace associé à des opportunités économiques et sociales différentes. Pour les autorités publiques, elle constitue un espace nécessitant une gestion permanente des mobilités et des risques sécuritaires. Cette pluralité de significations fait de Ceuta un observatoire privilégié des tensions entre mobilité humaine, souveraineté territoriale et gouvernance frontalière.

La crise migratoire de mai 2021 a particulièrement illustré cette complexité. L'arrivée massive de migrants aux frontières de l'enclave espagnole, dans un contexte marqué par une tension diplomatique entre Madrid et Rabat, a révélé que la frontière de Ceuta ne pouvait être réduite à une simple question de contrôle migratoire. L'événement a mis en évidence l'articulation entre plusieurs dimensions : les trajectoires individuelles des migrants, les politiques nationales, les relations diplomatiques, les stratégies de communication et les perceptions collectives de la frontière européenne.

Cette crise a également montré que les frontières contemporaines peuvent devenir rapidement des espaces de visibilité internationale. Un événement localisé peut acquérir une dimension régionale lorsqu'il entre en interaction avec des enjeux

diplomatiques et géopolitiques plus larges. La frontière devient alors une scène où se confrontent différents acteurs et différents intérêts. Les migrants y expriment des aspirations liées à la mobilité et à l'amélioration des conditions de vie. Les États y défendent leurs intérêts territoriaux et politiques. Les institutions européennes y mettent en œuvre leurs dispositifs de régulation. Les médias et les réseaux numériques participent à la construction des représentations collectives de la crise.

La dimension informationnelle constitue d'ailleurs une évolution majeure dans l'étude des frontières contemporaines. Les réseaux sociaux et les nouveaux modes de circulation de l'information modifient profondément la manière dont les crises apparaissent et se diffusent. Les images, les récits et les perceptions circulent rapidement, donnant parfois à une situation locale une portée internationale. La frontière devient alors également un espace symbolique où se construisent des imaginaires, des attentes et des rapports de force.

L'analyse de Ceuta permet ainsi de dépasser une approche limitée aux seules politiques migratoires ou aux dispositifs sécuritaires. Elle invite à considérer la frontière comme un système complexe dans lequel interagissent plusieurs niveaux de réalité : territorial, économique, juridique, social, informationnel et géopolitique. La crise frontalière n'est pas uniquement un problème de circulation des personnes. Elle révèle des déséquilibres plus profonds liés à la manière dont les territoires voisins sont positionnés dans l'ordre régional et international.

La présente recherche s'inscrit dans cette perspective en proposant une analyse des crises frontalières contemporaines à partir du concept de frontière asymétrique. Elle cherche à comprendre comment certaines frontières deviennent des espaces particulièrement vulnérables et pourquoi elles sont susceptibles de concentrer des tensions multiples. L'objectif n'est pas seulement d'expliquer un épisode migratoire précis, mais d'identifier les mécanismes structurels qui rendent certaines configurations frontalières plus exposées aux crises.

L'hypothèse défendue est que la vulnérabilité des frontières contemporaines résulte de l'interaction entre plusieurs formes d'asymétrie. L'asymétrie économique influence les perceptions des opportunités et les stratégies de mobilité. L'asymétrie

juridique produit des différences de droits et de statuts. L'asymétrie institutionnelle affecte les capacités de gestion et de régulation. L'asymétrie informationnelle accélère la circulation des représentations et des mobilisations. Enfin, l'asymétrie géopolitique peut transformer la frontière en espace de négociation ou de confrontation entre États.

À travers le cas de Ceuta, cet article poursuit une double ambition. Sur le plan théorique, il propose de contribuer au renouvellement de l'analyse des frontières en mettant l'accent sur les relations asymétriques qui structurent certains espaces frontaliers. Sur le plan empirique, il vise à montrer comment une frontière localisée peut devenir un révélateur des transformations plus générales qui affectent les frontières euro-méditerranéennes.

La problématique centrale de cette recherche peut ainsi être formulée comme suit :

Comment les différentes formes d'asymétrie territoriale, économique, juridique, institutionnelle, informationnelle et géopolitique transforment-elles certaines frontières contemporaines en espaces de vulnérabilité, de négociation et de conflictualité ? Dans quelle mesure le cas de Ceuta permet-il de renouveler l'analyse des crises frontalières dans le contexte des mobilités globalisées ?

Pour répondre à cette problématique, l'article adopte une approche multidimensionnelle combinant l'analyse géopolitique, l'étude des dynamiques migratoires et l'examen des transformations contemporaines des dispositifs frontaliers. Il considère la frontière comme un espace relationnel où se recomposent continuellement les rapports entre territoires, populations et pouvoirs. Le cas de Ceuta apparaît ainsi comme un laboratoire privilégié pour comprendre les nouvelles formes de conflictualité qui émergent au croisement de la mobilité humaine, de la souveraineté étatique et des inégalités territoriales.

I. La frontière asymétrique : une nouvelle catégorie d'analyse des mobilités et des conflictualités contemporaines

Les frontières constituent aujourd'hui un objet d'analyse privilégié pour comprendre les transformations profondes qui affectent les relations entre territoires, populations et pouvoirs. Longtemps appréhendées à partir d'une conception essentiellement territoriale, elles étaient considérées comme des lignes de démarcation destinées à matérialiser l'autorité souveraine des États, à définir les limites d'un espace politique et à distinguer un « dedans » national d'un « dehors » extérieur. Dans cette approche classique issue de la formation moderne de l'État-nation, la frontière représente un instrument fondamental de l'exercice de la souveraineté puisqu'elle permet à l'État de contrôler son territoire, de réguler les conditions d'accès à son espace juridique et d'organiser la circulation des personnes et des biens. Elle ne constitue toutefois pas une simple réalité géographique. Comme l'a montré Anderson (1983), elle participe également à la construction des appartenances collectives en produisant des représentations du territoire, de l'identité nationale et de la distinction entre ceux qui appartiennent à une communauté politique et ceux qui en sont extérieurs.

Cette conception traditionnelle de la frontière comme dispositif de séparation a longtemps structuré les analyses géopolitiques. La frontière était principalement étudiée comme une limite fixe, visible et institutionnalisée, matérialisée par des postes de contrôle, des infrastructures administratives, des dispositifs militaires ou des barrières physiques. Elle incarnait la capacité des États à organiser l'espace et à maintenir une distinction claire entre différents ordres politiques. Dans cette perspective, la frontière apparaissait avant tout comme un outil de contrôle territorial et comme une expression spatiale du principe de souveraineté (Foucher, 1991). Cependant, les transformations contemporaines ont profondément modifié cette représentation. La mondialisation économique, l'intensification des mobilités humaines, la circulation accélérée de l'information et la multiplication des interdépendances entre sociétés ont progressivement déplacé la frontière du statut

de simple limite territoriale vers celui d'espace d'interaction, de régulation et de confrontation.

Les travaux contemporains ont ainsi montré que les frontières ne disparaissent pas sous l'effet de la mondialisation ; elles changent de nature et de fonction. Elles deviennent plus sélectives, plus complexes et parfois plus diffuses. Balibar (2002) souligne notamment que les frontières contemporaines ne peuvent plus être réduites à des lignes fixes séparant deux territoires. Elles fonctionnent comme des dispositifs mobiles qui organisent les circulations selon des critères sociaux, économiques et juridiques. La frontière ne contrôle donc pas uniquement l'entrée et la sortie des individus. Elle produit également une différenciation entre les mobilités considérées comme légitimes et celles soumises à des restrictions renforcées. Elle devient ainsi un mécanisme de hiérarchisation sociale de la mobilité. Certains individus disposent d'une capacité élargie de circulation grâce à leur nationalité, leurs ressources économiques ou leur statut administratif, tandis que d'autres rencontrent des obstacles importants qui limitent leurs possibilités de déplacement.

Cette transformation conduit à considérer la frontière comme un espace relationnel où se rencontrent des territoires qui peuvent être proches géographiquement mais profondément éloignés sur les plans économique, juridique, social et symbolique. La frontière contemporaine ne sépare donc pas uniquement deux espaces politiques ; elle met en relation deux mondes sociaux caractérisés par des niveaux différents de développement, de droits et d'opportunités. Comme l'a montré Sassen (1996), la mondialisation produit une situation paradoxale : elle facilite la mobilité de certains groupes tout en renforçant les dispositifs de contrôle visant d'autres catégories de population. La frontière devient ainsi un espace où se manifestent les inégalités structurelles de l'ordre international contemporain. Elle ouvre des possibilités pour certains acteurs et constitue une limite contraignante pour d'autres. Cette capacité à produire simultanément circulation et exclusion constitue l'une des caractéristiques majeures des frontières actuelles.

C'est dans cette perspective que la notion de *frontière asymétrique* peut être proposée comme une nouvelle catégorie d'analyse permettant de comprendre les dynamiques contemporaines de mobilité et de conflictualité. Elle désigne une configuration frontalière dans laquelle plusieurs formes d'inégalités se superposent et produisent une relation déséquilibrée entre les territoires et les acteurs qu'elle met en contact. L'asymétrie ne correspond pas uniquement à un écart économique entre deux espaces. Elle renvoie à un ensemble plus large de différences économiques, juridiques, institutionnelles, informationnelles, symboliques et géopolitiques qui influencent les comportements, les représentations et les rapports de pouvoir. Une frontière devient asymétrique lorsque la proximité territoriale s'accompagne d'une forte distance sociale et politique, transformant l'espace frontalier en lieu de comparaison permanente entre des conditions de vie, des droits et des perspectives d'avenir différenciés.

La première dimension de cette asymétrie est économique. Les écarts de niveau de développement, d'accès à l'emploi, de protection sociale et de perspectives professionnelles contribuent à créer un différentiel d'opportunités entre les territoires voisins. Ces différences ne provoquent pas automatiquement des mobilités, mais elles participent à la construction d'aspirations et de stratégies individuelles. Les migrations peuvent alors être analysées comme des réponses sociales à des inégalités structurelles qui dépassent la seule décision individuelle (Massey et al., 1993). Dans les espaces où les écarts économiques sont fortement visibles, la frontière acquiert une dimension particulière : elle devient à la fois une limite matérielle qui empêche l'accès immédiat à certaines ressources et un horizon symbolique associé à une amélioration possible des conditions de vie.

La deuxième dimension concerne l'asymétrie juridique. Les frontières contemporaines séparent des territoires, mais elles séparent également des régimes de droits. La possibilité de circuler dépend largement de la nationalité, du statut administratif, du droit au séjour et de la reconnaissance institutionnelle des individus. Torpey (2000) a montré que les États modernes ont progressivement développé des dispositifs permettant d'identifier, de classer et de contrôler les

individus à travers la production de documents et d'autorisations spécifiques. Cette organisation juridique produit une hiérarchie des mobilités : certains individus bénéficient d'un droit relativement large à la circulation internationale, tandis que d'autres sont confrontés à des restrictions importantes. La frontière devient ainsi un espace où se matérialise une inégalité fondamentale, celle de l'accès au droit de circuler.

À cette dimension juridique s'ajoute une asymétrie institutionnelle liée aux différences de capacités administratives et politiques entre les acteurs frontaliers. Certaines frontières bénéficient de moyens considérables en matière de surveillance, de contrôle et de gestion, notamment lorsqu'elles constituent les limites extérieures d'ensembles politiques intégrés comme l'Union européenne. D'autres espaces disposent de ressources institutionnelles plus limitées pour répondre aux mobilités et aux crises. Cette différence de capacité produit des rapports complexes de coopération, de dépendance et parfois de négociation entre les acteurs concernés. La frontière devient alors un espace où se confrontent plusieurs niveaux de pouvoir et plusieurs modèles de gouvernance.

La frontière asymétrique possède également une dimension informationnelle et symbolique essentielle dans les sociétés contemporaines. Les réseaux numériques, les plateformes sociales et la circulation permanente des images transforment profondément la manière dont les individus perçoivent les territoires situés au-delà de la frontière. Les représentations de la mobilité ne reposent plus uniquement sur l'expérience directe. Elles sont également construites à partir de récits, de témoignages et d'images diffusées à distance (Appadurai, 1996). La frontière devient alors un espace imaginé autant qu'un espace physique. Elle concentre des espoirs, des représentations de réussite et des projections sociales qui peuvent parfois différer fortement des réalités institutionnelles. Cette dimension contribue à expliquer pourquoi certains espaces frontaliers deviennent des lieux de forte mobilisation collective.

Enfin, l'asymétrie possède une dimension géopolitique. Les frontières ne sont jamais neutres. Elles expriment des rapports de puissance entre acteurs territoriaux

et peuvent devenir des instruments de négociation, de pression ou de confrontation entre États. Dans certaines configurations, la gestion des mobilités dépasse largement la question migratoire pour devenir un enjeu diplomatique stratégique. La frontière devient alors un espace où se manifestent indirectement des rivalités plus larges liées à la souveraineté, aux intérêts nationaux et aux équilibres régionaux (Foucher, 1991).

À partir de cette approche multidimensionnelle, la frontière asymétrique peut être comprise comme un espace où se concentrent des tensions structurelles qui rendent certaines configurations frontalières particulièrement vulnérables. Elle n'est pas seulement une ligne séparant deux territoires. Elle constitue un espace social et politique où se rencontrent des acteurs disposant de ressources, de droits et de capacités d'action inégalement répartis. Elle produit des attentes, des frustrations, des stratégies de mobilité et parfois des situations de crise. Son intérêt analytique réside précisément dans sa capacité à dépasser les lectures simplificatrices opposant contrôle frontalier et migration, en montrant que les crises frontalières résultent souvent de l'interaction entre des structures profondes et des événements déclencheurs.

Dans cette perspective, Ceuta représente un terrain privilégié pour observer la logique de la frontière asymétrique. L'enclave espagnole ne constitue pas uniquement une limite territoriale entre le Maroc et l'Union européenne. Elle concentre plusieurs niveaux d'écart : une asymétrie économique entre deux rives de la Méditerranée, une asymétrie juridique entre deux espaces de droits, une asymétrie institutionnelle entre des capacités de gouvernance différentes, une asymétrie symbolique entre deux imaginaires de l'avenir et une asymétrie géopolitique liée à la complexité des relations entre Madrid et Rabat. L'étude de Ceuta permet ainsi de comprendre comment la combinaison de ces différentes dimensions peut transformer une frontière locale en espace de vulnérabilité, de négociation et de conflictualité dépassant largement son échelle territoriale.

II. De l'inégalité matérielle à l'inégalité imaginaire : la frontière comme espace de projection de l'ailleurs

Les analyses classiques des migrations internationales ont longtemps privilégié l'étude des facteurs matériels susceptibles d'expliquer les mobilités humaines. Les écarts de développement, les différences de revenus, le chômage, la précarité économique, l'instabilité politique ou l'absence de perspectives professionnelles constituent effectivement des variables essentielles pour comprendre pourquoi certains individus envisagent le départ comme une stratégie d'amélioration de leurs conditions d'existence. Cette approche a permis de mettre en évidence le rôle déterminant des structures économiques et sociales dans la production des mobilités. Toutefois, une lecture exclusivement fondée sur les contraintes matérielles demeure insuffisante pour saisir toute la complexité de l'expérience migratoire. Les individus ne quittent pas uniquement un territoire parce qu'ils y rencontrent des difficultés objectives. Ils partent également parce qu'ils attribuent à un autre espace une capacité de transformation de leur trajectoire personnelle et sociale. La migration ne relève donc pas seulement d'un déplacement géographique provoqué par un déséquilibre économique ; elle constitue également un processus social et symbolique fondé sur des représentations du futur, des attentes et des projections vers un ailleurs imaginé.

Dans cette perspective, la migration doit être comprise comme une relation entre une situation vécue dans le présent et un avenir anticipé. Le migrant potentiel ne compare pas uniquement deux niveaux de richesse ou deux marchés du travail. Il confronte deux horizons sociaux, deux possibilités d'existence et deux conceptions de son propre devenir. Comme l'a montré Abdelmalek Sayad, l'émigration et l'immigration constituent les deux faces d'un même phénomène social qui transforme à la fois les individus et les sociétés auxquelles ils appartiennent (Sayad, 1999). Le départ implique donc une rupture avec un environnement social, familial et territorial, mais il représente également une tentative de reconstruction identitaire et de repositionnement dans un nouvel espace social. Le migrant ne quitte pas

seulement un lieu. Il cherche souvent à dépasser une condition vécue comme limitée, incertaine ou sans perspective claire.

Cette dimension subjective conduit à dépasser une vision purement utilitariste de la mobilité. Les théories contemporaines des migrations ont montré que les décisions migratoires s'inscrivent fréquemment dans des stratégies familiales et sociales plus larges. Le départ peut répondre à une logique de diversification des ressources, de réduction des risques ou d'investissement dans l'avenir d'un individu ou d'un groupe familial (Massey et al., 1993). Toutefois, derrière ces stratégies rationnelles existe également une dimension symbolique fondamentale : celle de la croyance dans la possibilité d'un changement. L'espace migratoire n'est pas seulement évalué selon les opportunités économiques qu'il offre. Il est également investi d'une valeur imaginaire qui transforme certains territoires en lieux associés à la réussite, à la sécurité ou à une nouvelle possibilité d'existence.

L'ailleurs devient ainsi une construction sociale autant qu'un espace géographique. Dans les sociétés contemporaines, les représentations des territoires sont largement façonnées par les médias, les réseaux numériques, les récits des migrants et les circulations d'images. Ces éléments participent à la production de ce qu'Appadurai appelle des « mondes imaginés », c'est-à-dire des espaces symboliques à travers lesquels les individus construisent leurs aspirations et leurs représentations du futur (Appadurai, 1996). Un territoire situé au-delà de la frontière peut alors acquérir une signification qui dépasse largement ses caractéristiques réelles. Il devient un symbole de possibilité, un espace où se projettent des attentes sociales, économiques et existentielles.

Cette dimension imaginaire apparaît particulièrement importante dans les mobilités des jeunes générations. Pour certains jeunes confrontés au chômage, à la précarisation des parcours professionnels ou au sentiment d'une mobilité sociale limitée, le départ représente davantage qu'une recherche d'amélioration économique. Il devient une tentative de reconnaissance sociale, d'émancipation individuelle et de transformation biographique. L'ailleurs apparaît comme un espace

où il serait possible de construire une autre identité et d'accéder à une position sociale différente.

Ainsi, l'expérience migratoire repose sur un écart entre deux réalités : celle du présent vécu et celle du futur imaginé. Cet écart ne signifie pas que les représentations migratoires correspondent toujours à la réalité des territoires d'accueil. Il montre plutôt que les mobilités sont influencées par la manière dont les individus perçoivent les opportunités disponibles. La frontière agit alors comme un dispositif qui organise une comparaison permanente entre deux espaces sociaux. Elle rend visibles les différences de conditions de vie, mais elle produit également des imaginaires de différence.

Cette logique rejoint les analyses de Zygmunt Bauman sur les sociétés contemporaines marquées par l'incertitude et la fragilisation des trajectoires individuelles. Dans un contexte où les parcours sociaux deviennent moins prévisibles, les individus cherchent constamment de nouvelles possibilités d'adaptation et de repositionnement (Bauman, 2000). L'ailleurs peut alors être perçu comme une opportunité de reconstruction personnelle face aux limites ressenties dans l'espace d'origine. La mobilité devient une stratégie existentielle autant qu'une stratégie économique.

Dans ce cadre, la frontière asymétrique fonctionne comme un véritable miroir social. Elle reflète les écarts entre deux univers de possibilités. D'un côté, elle donne à voir un espace associé à la stabilité institutionnelle, à la protection juridique, à la sécurité économique et à l'accès à certaines opportunités. De l'autre, elle renvoie parfois à une expérience marquée par l'incertitude, la précarité et le sentiment d'un avenir limité. La frontière ne produit donc pas uniquement une séparation spatiale. Elle produit une comparaison constante entre des conditions sociales différenciées.

Cette comparaison constitue un élément essentiel de la dynamique migratoire contemporaine. Les individus évaluent leur situation non seulement à partir de leurs conditions objectives d'existence, mais également à partir de ce qu'ils observent, imaginent ou espèrent atteindre ailleurs. Les inégalités deviennent alors des réalités vécues à travers une double dimension : une dimension matérielle liée aux

ressources disponibles et une dimension symbolique liée aux possibilités perçues. Deux territoires peuvent présenter un écart économique mesurable, mais cet écart devient particulièrement puissant lorsqu'il est associé à une différence d'avenir imaginable.

La frontière asymétrique comporte ainsi deux dimensions complémentaires. La première est une **frontière matérielle**, constituée par les dispositifs physiques, juridiques et administratifs qui organisent la circulation des individus. Elle repose sur des contrôles, des procédures et des mécanismes institutionnels destinés à réguler les mobilités. La seconde est une **frontière imaginaire**, construite par les représentations collectives, les récits migratoires et les projections individuelles vers un ailleurs considéré comme porteur de nouvelles possibilités. Ces deux dimensions ne fonctionnent pas séparément. Elles interagissent constamment.

Cette interaction explique pourquoi le renforcement des dispositifs physiques de contrôle ne suffit jamais totalement à supprimer les mobilités. Une frontière peut être matériellement fermée tout en demeurant symboliquement ouverte. Dans certains cas, plus la séparation entre deux espaces devient visible, plus elle peut renforcer l'attraction symbolique du territoire situé au-delà. La frontière acquiert alors une double fonction : elle limite concrètement la circulation tout en alimentant l'imaginaire de l'accès à un autre monde.

Les travaux de Michel Agier sur les frontières contemporaines montrent que celles-ci sont devenues des espaces où se concentrent les tensions entre mobilité et immobilité, circulation et contrôle, attente et exclusion (Agier, 2008). Elles ne sont plus uniquement des dispositifs administratifs. Elles deviennent des lieux d'expérience sociale où se rencontrent des individus porteurs d'attentes différentes, des institutions chargées de réguler les flux et des territoires marqués par des rapports de puissance inégaux.

Cette contradiction apparaît avec une intensité particulière dans le cas de Ceuta. L'enclave espagnole constitue une configuration frontalière exceptionnelle puisqu'elle associe une proximité géographique extrême à une distance sociale, économique et juridique importante. Quelques kilomètres seulement séparent deux

espaces appartenant à des ensembles politiques différents, soumis à des régimes institutionnels distincts et associés à des représentations contrastées de l'avenir. Cette situation fait de Ceuta un espace où l'asymétrie frontalière devient particulièrement visible.

La frontière de Ceuta représente ainsi ce que l'on pourrait qualifier de **géographie de l'espoir**. Certains territoires acquièrent une valeur symbolique qui dépasse leur réalité matérielle. Ils deviennent des espaces de projection où se concentrent les attentes individuelles et collectives. L'Europe, dans de nombreux imaginaires migratoires, ne représente pas uniquement un espace géographique ou économique. Elle incarne également des valeurs associées à la stabilité, à la dignité sociale, à la protection juridique et à la possibilité d'une mobilité ascendante.

Cette dimension symbolique permet de comprendre pourquoi certaines frontières exercent une attraction particulière malgré les risques et les obstacles qui les caractérisent. Le franchissement de la frontière ne correspond pas seulement à une recherche d'amélioration économique. Il représente parfois une tentative de rupture avec une situation sociale perçue comme bloquée et une volonté d'accéder à un nouvel horizon d'existence.

La frontière asymétrique doit donc être comprise comme une frontière des imaginaires autant qu'une frontière des territoires. Elle révèle une inégalité fondamentale dans l'accès aux possibilités de mobilité et dans la capacité des individus à construire leur avenir. Certains acteurs disposent d'une mobilité internationale reconnue comme normale et légitime. D'autres doivent transformer cette mobilité en projet incertain, risqué et exceptionnel.

L'analyse de Ceuta permet ainsi de dépasser une lecture exclusivement économique ou sécuritaire des mobilités contemporaines. Les crises frontalières ne peuvent être expliquées uniquement par les écarts de développement ou par les politiques de contrôle. Elles résultent également des représentations sociales qui donnent sens aux mobilités et qui transforment certains espaces en symboles d'espoir. La frontière asymétrique apparaît alors comme un espace où se rencontrent trois formes d'inégalité complémentaires : l'inégalité matérielle, l'inégalité juridique

et l'inégalité imaginaire. C'est précisément dans l'articulation entre ces dimensions que se construit la vulnérabilité particulière de certaines frontières contemporaines.

III. La frontière asymétrique comme productrice de crises : de l'accumulation des tensions à la rupture frontalière

Les crises frontalières contemporaines sont généralement appréhendées à partir de leurs manifestations les plus visibles : franchissements massifs d'une frontière, afflux soudain de migrants, renforcement des dispositifs sécuritaires, fermeture temporaire des points de passage ou tensions diplomatiques entre États. Cette lecture centrée sur l'événement présente toutefois une limite importante. Elle tend à considérer la crise comme une rupture imprévisible apparaissant au moment où les mécanismes ordinaires de contrôle cessent de fonctionner. Une analyse sociologique et géopolitique conduit au contraire à considérer la crise frontalière comme l'aboutissement d'un processus plus profond d'accumulation de tensions. Elle ne constitue pas un commencement, mais un moment de visibilité d'un ensemble de fragilités qui existaient auparavant dans l'espace frontalier.

Une crise frontalière ne naît donc pas uniquement lorsque des individus franchissent massivement une limite territoriale ou lorsque les institutions chargées du contrôle semblent dépassées. Elle apparaît lorsque plusieurs tensions latentes atteignent un niveau où les mécanismes habituels de régulation ne suffisent plus à maintenir l'équilibre existant. La rupture devient alors possible lorsque des facteurs structurels rencontrent un événement déclencheur capable de transformer des frustrations individuelles dispersées en mobilisation collective visible. La crise représente ainsi un moment de condensation de plusieurs dynamiques qui évoluaient auparavant de manière séparée.

Cette approche rejoint les analyses sociologiques des crises qui considèrent les événements exceptionnels comme des révélateurs des contradictions internes d'un système. Pour Edgar Morin, la crise ne correspond pas uniquement à une situation de désorganisation ou de dysfonctionnement. Elle constitue également un moment où apparaissent les tensions profondes qui étaient jusque-là contenues par les mécanismes institutionnels et sociaux de régulation (Morin, 1976). La crise rend

donc visibles des vulnérabilités qui existaient déjà, mais qui n'étaient pas nécessairement perceptibles dans les périodes de stabilité.

Dans le cas des frontières asymétriques, cette perspective permet de comprendre que la crise résulte d'une accumulation progressive de déséquilibres. Une frontière caractérisée par de fortes asymétries économiques, juridiques, institutionnelles, symboliques et géopolitiques fonctionne comme un espace soumis à des pressions permanentes. Ces pressions ne conduisent pas automatiquement à une rupture. Elles peuvent être contenues par les politiques publiques, les dispositifs de contrôle, les mécanismes diplomatiques ou les formes de coopération entre acteurs. Cependant, cette stabilité demeure fragile car elle repose sur un équilibre permanent entre des forces contradictoires : la volonté de contrôle et la dynamique de circulation, la fermeture institutionnelle et l'attraction sociale, la protection territoriale et les aspirations individuelles à la mobilité.

La frontière asymétrique apparaît ainsi comme un espace de tension contenue. Elle concentre des écarts structurels qui peuvent rester invisibles tant qu'ils sont absorbés par les mécanismes ordinaires de gouvernance. Mais lorsque ces mécanismes sont fragilisés ou lorsqu'un événement particulier modifie les perceptions des acteurs, ces tensions peuvent rapidement se transformer en crise. Plus les asymétries sont nombreuses et profondes, plus la frontière devient sensible aux facteurs déclencheurs.

Cette dynamique peut être schématiquement représentée selon une chaîne causale :

Asymétries structurelles → accumulation des frustrations → événement déclencheur → mobilisation collective → crise politique et diplomatique

Ce modèle permet de distinguer deux niveaux d'analyse complémentaires. Le premier concerne les *causes structurelles*, c'est-à-dire les conditions profondes qui rendent une crise possible : écarts économiques, différences de droits, inégalités territoriales, représentations de l'ailleurs ou rapports de puissance déséquilibrés. Le second correspond aux *facteurs conjoncturels*, c'est-à-dire les événements précis qui provoquent l'activation de ces tensions : une décision politique, une crise

diplomatique, une modification des contrôles ou une circulation massive d'informations.

Cette distinction est essentielle pour éviter une interprétation simplifiée des crises migratoires. Un événement déclencheur ne produit jamais à lui seul une mobilisation massive. Il agit comme un catalyseur qui transforme des tensions préexistantes en action collective. Les travaux consacrés aux mobilisations sociales ont montré que les mouvements collectifs n'apparaissent pas uniquement à partir d'une situation objective d'injustice. Ils émergent lorsque des frustrations rencontrent des opportunités politiques, des ressources organisationnelles et des cadres d'interprétation partagés (Tilly, 1978 ; Tarrow, 1998).

Appliquée aux mobilités internationales, cette approche conduit à dépasser l'idée selon laquelle les franchissements massifs des frontières seraient uniquement le résultat d'une addition de décisions individuelles. Les mobilisations migratoires résultent souvent d'une combinaison complexe entre expériences sociales accumulées, perception des opportunités, circulation des informations, réseaux de solidarité et modification temporaire des conditions de passage. Le passage frontalier devient alors un phénomène collectif inscrit dans un contexte social et politique particulier.

La crise de Ceuta en mai 2021 illustre cette logique. L'arrivée massive de migrants dans l'enclave espagnole ne peut être interprétée comme une simple succession de choix individuels indépendants. Elle révèle une configuration frontalière particulière dans laquelle plusieurs facteurs structurels se sont rencontrés : la proximité géographique entre le Maroc et l'espace européen, les écarts économiques et sociaux entre les deux rives, la puissance symbolique de l'Europe comme espace d'opportunités et les tensions diplomatiques entre Madrid et Rabat.

L'événement migratoire apparaît ainsi comme le révélateur d'une fragilité structurelle propre à cette frontière. Ceuta concentre une contradiction fondamentale : elle représente simultanément une frontière extérieure de l'Union européenne et un espace situé à proximité immédiate de populations qui perçoivent cet espace comme une possibilité d'accès à un avenir différent. Cette situation

produit une tension permanente entre deux logiques opposées. D'un côté, la logique institutionnelle de contrôle visant à protéger une frontière politique et juridique. De l'autre, la logique sociale d'attraction produite par les écarts économiques, symboliques et imaginaires entre les deux territoires.

Cette situation rejoint les analyses développées autour de la notion de « pression migratoire ». Toutefois, cette notion doit être utilisée avec précaution. Elle ne doit pas être comprise comme une force extérieure exerçant mécaniquement une contrainte sur les États. Elle correspond plutôt au résultat d'une interaction entre des structures d'inégalité, des politiques de contrôle et des représentations collectives de la mobilité. La pression frontalière est donc une construction sociale et politique autant qu'un phénomène démographique.

La crise de Ceuta révèle également le caractère profondément politique des mobilités contemporaines. La frontière n'est pas seulement un lieu de passage ou de contrôle. Elle peut devenir un espace où se manifestent des tensions entre États. La gestion des flux migratoires peut alors dépasser la dimension humanitaire ou sécuritaire pour devenir un instrument de négociation diplomatique. Plusieurs recherches sur la diplomatie migratoire ont montré que les États peuvent mobiliser la question des migrations comme une ressource stratégique dans leurs relations internationales (Greenhill, 2016).

Cette dimension géopolitique devient particulièrement importante lorsque la frontière se situe entre des acteurs liés par une relation de coopération mais également traversés par des différends politiques. Dans ces configurations, la mobilité humaine peut devenir un élément d'un rapport de force plus large. La frontière devient alors un espace où se croisent les trajectoires individuelles des migrants et les stratégies des acteurs étatiques.

L'évolution des crises frontalières contemporaines introduit également une nouvelle dimension : la dimension informationnelle. Les frontières ne sont plus seulement traversées par des flux humains. Elles sont également traversées par des flux numériques qui transforment profondément les conditions de mobilisation. Les réseaux sociaux, les plateformes numériques et les applications de communication

accélèrent la circulation des images, des récits et des informations. Ils peuvent contribuer à créer un sentiment d'urgence collective et à transformer rapidement des aspirations individuelles en mouvement coordonné.

Comme l'a montré Castells, les réseaux numériques ont profondément modifié les formes contemporaines de mobilisation en permettant une circulation horizontale et rapide des informations entre individus dispersés géographiquement (Castells, 2012). Dans le contexte frontalier, cette transformation signifie que la crise ne se construit plus uniquement dans l'espace physique. Elle se construit également dans l'espace numérique, où se forment les perceptions, les attentes et les interprétations collectives.

La frontière asymétrique devient ainsi un espace hybride. Elle combine une dimension matérielle, liée aux infrastructures de contrôle et aux dispositifs institutionnels, et une dimension informationnelle, liée aux récits, aux images et aux représentations qui circulent autour d'elle. Cette évolution modifie profondément la temporalité des crises. Des tensions qui nécessitaient auparavant plusieurs jours ou plusieurs semaines pour se diffuser peuvent désormais produire des effets rapides grâce aux réseaux numériques.

Dans ce contexte, certaines crises frontalières présentent des caractéristiques proches des formes contemporaines de conflictualité hybride. Il convient toutefois de distinguer l'analyse de ces dynamiques d'une interprétation réduisant les mobilités humaines à une stratégie politique organisée. La notion de conflictualité hybride permet plutôt d'étudier l'interaction entre plusieurs dimensions : informationnelle, diplomatique, territoriale et sociale. Elle renvoie à des situations où des moyens différents, militaires ou non militaires, directs ou indirects, participent à la transformation d'un espace en zone de tension (Hoffman, 2007).

La frontière asymétrique apparaît ainsi comme un espace où se superposent plusieurs temporalités. La première est une temporalité longue, celle des inégalités structurelles qui façonnent les rapports entre territoires. La deuxième est une temporalité intermédiaire, celle des tensions politiques et diplomatiques qui modifient les équilibres existants. La troisième est une temporalité rapide, celle des

mobilisations numériques et des réactions collectives immédiates. La crise survient lorsque ces différentes temporalités entrent en interaction.

Cette articulation explique pourquoi certaines frontières deviennent particulièrement vulnérables. Leur fragilité ne résulte pas uniquement de leur position géographique ou du volume des mobilités qu'elles connaissent. Elle provient de leur capacité à concentrer plusieurs formes d'asymétrie susceptibles d'être activées par un événement déclencheur. La frontière devient alors un espace où des tensions économiques, sociales, symboliques et géopolitiques peuvent rapidement se transformer en crise visible.

Dans cette perspective, Ceuta constitue un laboratoire particulièrement révélateur. La crise frontalière n'y apparaît pas comme un accident isolé ou une simple conséquence d'un afflux migratoire ponctuel. Elle révèle le fonctionnement même d'une frontière asymétrique où se rencontrent des inégalités matérielles, des imaginaires migratoires, des stratégies étatiques et de nouvelles formes de conflictualité. L'étude de Ceuta permet ainsi de comprendre comment une frontière localisée peut devenir un espace où se condensent des enjeux dépassant largement son échelle territoriale, transformant une question frontalière en un phénomène social, politique et géopolitique majeur.

IV. De la frontière asymétrique à la conflictualité hybride : quand les frontières deviennent des espaces de confrontation indirecte

L'évolution récente des crises frontalières montre que les frontières contemporaines ne peuvent plus être appréhendées uniquement comme des dispositifs de contrôle territorial ou comme des lignes de séparation entre souverainetés étatiques. Elles deviennent progressivement des espaces où se manifestent des rapports de puissance plus complexes, associant stratégies d'influence, affrontements symboliques, négociations diplomatiques et formes indirectes de confrontation. Dans ce contexte, certaines frontières asymétriques apparaissent comme des espaces particulièrement sensibles, car elles concentrent des vulnérabilités économiques, juridiques, sociales et géopolitiques susceptibles d'être mobilisées dans des rapports de force entre acteurs. La notion de *conflictualité*

hybride permet alors d'interroger ces nouvelles formes de confrontation qui dépassent l'opposition militaire classique et qui se développent dans des espaces intermédiaires où se combinent plusieurs instruments de pouvoir.

Toutefois, l'utilisation de cette notion exige une précaution méthodologique importante. Toutes les crises frontalières ne relèvent pas d'une stratégie organisée de déstabilisation. Les mobilités humaines massives, les tensions diplomatiques ou les ruptures temporaires des dispositifs de contrôle peuvent résulter de dynamiques sociales complexes sans qu'elles soient nécessairement dirigées par un acteur unique poursuivant un objectif stratégique précis. Une lecture systématiquement sécuritaire risquerait ainsi de réduire des phénomènes multidimensionnels à une interprétation exclusivement géopolitique. L'enjeu scientifique consiste plutôt à analyser les conditions dans lesquelles une frontière asymétrique peut devenir un espace où différentes formes de pression se combinent et produisent des effets politiques dépassant la seule question migratoire.

Dans la littérature stratégique, la notion de guerre hybride désigne généralement l'articulation de plusieurs modes d'action, militaires et non militaires, destinés à exploiter les vulnérabilités d'un adversaire et à influencer son comportement (Hoffman, 2007). Elle se distingue des formes traditionnelles de confrontation par l'absence de séparation nette entre guerre conventionnelle, actions irrégulières, pressions économiques, opérations informationnelles et instruments diplomatiques. Le conflit contemporain ne repose donc plus uniquement sur la capacité à imposer une supériorité militaire directe. Il se joue également dans la capacité à agir sur les perceptions, à fragiliser les institutions, à exploiter les tensions internes et à influencer les représentations collectives.

Cette évolution transforme profondément le rôle des frontières. Celles-ci ne sont plus seulement des espaces où s'exerce un contrôle matériel sur les déplacements. Elles deviennent également des lieux où peuvent être activées différentes formes de vulnérabilité. Une frontière asymétrique concentre en effet plusieurs éléments susceptibles d'être mobilisés dans une situation de tension : écarts économiques entre territoires, différences de statut juridique, dépendances

institutionnelles, imaginaires sociaux divergents et relations diplomatiques complexes. Ces éléments ne produisent pas automatiquement une conflictualité, mais ils constituent un environnement favorable à l'émergence de rapports de force indirects.

La première dimension de cette conflictualité concerne le *droit*. Les frontières contemporaines sont traversées par des tensions permanentes autour de l'interprétation des normes, de la souveraineté et des obligations internationales. Les débats relatifs au droit d'asile, aux procédures d'expulsion, au contrôle des entrées ou encore à la protection des personnes vulnérables montrent que la frontière est également un espace juridique où se confrontent différentes conceptions de l'autorité politique. Le droit devient alors un instrument stratégique. Une modification réglementaire, une décision judiciaire ou une nouvelle interprétation normative peuvent produire des effets considérables sur les comportements des acteurs et sur la perception collective de la frontière.

Cette dimension juridique est particulièrement importante dans les frontières asymétriques, car les acteurs ne disposent pas toujours des mêmes capacités à mobiliser les ressources institutionnelles. Certains territoires bénéficient d'un cadre juridique plus intégré, de mécanismes de protection plus développés ou d'une capacité institutionnelle supérieure. D'autres acteurs se trouvent dans une position plus fragile, ce qui renforce les déséquilibres déjà existants. La frontière devient ainsi un espace où s'expriment des rapports différenciés au droit et à la protection.

La deuxième dimension est *informationnelle*. Les frontières contemporaines existent désormais simultanément dans un espace physique et dans un espace numérique. Les réseaux sociaux, les plateformes de communication et les médias transforment la manière dont les individus perçoivent les territoires, les risques et les opportunités associés à la mobilité. La frontière n'est plus seulement expérimentée directement. Elle est également anticipée à travers des images, des récits et des représentations diffusées à distance.

Cette évolution rejoint les analyses de Manuel Castells sur la société en réseau. Dans les sociétés contemporaines, le pouvoir ne réside pas uniquement dans la

maîtrise des territoires ou des institutions. Il repose également sur la capacité à produire, diffuser et imposer des représentations collectives (Castells, 2009). L'information devient alors une ressource stratégique capable d'influencer les comportements individuels et collectifs.

Dans le domaine migratoire, cette dimension joue un rôle particulièrement important. Les récits de réussite, les images de franchissements réussis, les témoignages circulant en ligne ou encore les informations inexacts peuvent influencer les perceptions des individus et modifier leurs décisions. La frontière devient alors un espace imaginé avant même d'être franchi. Sa puissance symbolique dépend autant de sa réalité matérielle que des représentations qui circulent autour d'elle.

La troisième dimension est *diplomatique*. Les frontières asymétriques se situent souvent dans des espaces où les relations entre États combinent coopération et rivalité. Les acteurs peuvent collaborer dans certains domaines tout en étant en désaccord sur d'autres questions stratégiques. Dans ce contexte, la gestion des mobilités devient parfois un élément des relations internationales.

Les travaux de Kelly Greenhill sur la diplomatie migratoire montrent que les mouvements humains peuvent, dans certaines situations, être intégrés aux stratégies de négociation entre États (Greenhill, 2016). Cela ne signifie pas que les migrants seraient nécessairement des instruments contrôlés par des acteurs politiques. Cela signifie plutôt que les mobilités peuvent être insérées dans des rapports de force plus larges et produire des effets diplomatiques qui dépassent les trajectoires individuelles.

Cette dimension apparaît clairement dans les frontières situées entre des États interdépendants. La frontière devient alors un espace où se négocient simultanément des enjeux sécuritaires, économiques et politiques. Elle représente un point de contact où peuvent s'exprimer des tensions qui dépassent largement la question du passage frontalier lui-même.

La quatrième dimension concerne la *politisation de la mobilité*. Les migrations contemporaines sont devenues des objets fortement politisés. Un même événement frontalier peut être interprété de différentes manières selon les acteurs concernés.

Pour certains, il représente une crise humanitaire nécessitant une protection des personnes vulnérables. Pour d'autres, il constitue un enjeu de sécurité ou de souveraineté. Pour d'autres encore, il devient un instrument de débat politique ou diplomatique. Cette diversité des interprétations transforme la frontière en espace de confrontation symbolique. La lutte ne porte plus seulement sur le contrôle physique du territoire. Elle porte également sur la définition du sens de l'événement. Les acteurs cherchent à imposer leur propre lecture de la crise, à influencer les opinions publiques et à orienter les réponses institutionnelles.

Ainsi, la *frontière asymétrique* peut devenir un espace de conflictualité hybride sans qu'il soit nécessaire d'identifier une stratégie unique, centralisée et entièrement planifiée. La conflictualité peut émerger de la rencontre entre plusieurs dynamiques autonomes : politiques étatiques, réactions sociales, discours médiatiques, mobilisations numériques, stratégies institutionnelles et perceptions collectives. Elle résulte moins d'une action unique que d'une interaction entre plusieurs formes de pouvoir.

Cette approche permet d'éviter deux lectures opposées mais également réductrices. La première consisterait à analyser les crises frontalières uniquement comme des phénomènes sociaux spontanés en ignorant leur dimension stratégique et géopolitique. La seconde reviendrait à considérer toute mobilité massive comme une opération organisée de déstabilisation. Une analyse scientifique doit plutôt étudier les mécanismes par lesquels une situation sociale, produite par des inégalités structurelles, peut devenir un enjeu de puissance dans un contexte géopolitique donné.

Dans cette perspective, la frontière asymétrique apparaît comme un espace privilégié d'observation des transformations contemporaines de la conflictualité. Les rapports de force ne passent plus uniquement par l'affrontement direct entre États. Ils se déplacent vers des espaces intermédiaires où se combinent le droit, l'information, la diplomatie, les mobilités humaines et les représentations collectives. La frontière devient ainsi un lieu où se rencontrent plusieurs formes de pouvoir.

Le cas de Ceuta illustre particulièrement cette évolution. L'enclave ne représente pas uniquement un point de passage migratoire ou une limite territoriale entre le Maroc et l'Union européenne. Elle constitue un espace où se croisent plusieurs niveaux de tension : une frontière extérieure européenne, une relation bilatérale complexe entre Madrid et Rabat, des imaginaires migratoires puissants et des dynamiques informationnelles capables d'accélérer les mobilisations.

L'enjeu scientifique n'est donc pas d'établir que toute crise de Ceuta relèverait d'une logique de guerre hybride. Il consiste plutôt à comprendre comment une frontière marquée par de fortes asymétries peut devenir un espace particulièrement exposé aux formes contemporaines de conflictualité indirecte. La frontière asymétrique apparaît alors comme une nouvelle catégorie d'analyse permettant d'étudier des espaces où les inégalités structurelles, les mobilités humaines et les rapports de puissance se rencontrent pour produire des formes inédites de tension politique et géopolitique.

V. Proposition théorique : vers une sociologie géopolitique de la frontière asymétrique

L'analyse des frontières contemporaines conduit à dépasser progressivement leur conception traditionnelle comme simples lignes de séparation entre des territoires souverains. Si la frontière conserve une fonction fondamentale de délimitation politique et juridique de l'espace, elle apparaît désormais comme un objet beaucoup plus complexe, situé au croisement de plusieurs dynamiques : économiques, sociales, institutionnelles, symboliques et géopolitiques. Elle ne constitue plus uniquement une limite où s'arrête l'autorité d'un État. Elle devient un espace relationnel où se construisent des différences, où se négocient des rapports de pouvoir et où se manifestent des tensions entre des acteurs disposant de ressources, de droits et de capacités d'action inégalement répartis.

Cette évolution invite à proposer la notion de *frontière asymétrique* comme une catégorie théorique permettant d'analyser les configurations frontalières caractérisées par une concentration exceptionnelle d'écarts structurels. Le concept repose sur l'idée que certaines frontières acquièrent une vulnérabilité particulière

non pas en raison de leur seule position géographique, mais parce qu'elles mettent en contact des territoires et des acteurs profondément différenciés. La frontière devient alors le point de rencontre entre plusieurs formes d'inégalité qui, en se combinant, transforment un espace de séparation en espace de tension. La *frontière asymétrique* peut ainsi être définie comme :

Une configuration spatiale, sociale et politique dans laquelle la superposition d'asymétries économiques, juridiques, institutionnelles, informationnelles, symboliques et géopolitiques transforme la frontière en un espace de tension durable, susceptible de produire des mobilités contraintes, des crises politiques et de nouvelles formes de conflictualité.

Cette définition repose sur une distinction essentielle : les asymétries ne produisent pas mécaniquement des crises. Les différences économiques, juridiques ou institutionnelles peuvent exister pendant longtemps sans provoquer de rupture frontalière. La crise apparaît lorsque ces écarts interagissent avec des facteurs conjoncturels capables de modifier les équilibres existants. Un événement politique, une tension diplomatique, une évolution réglementaire ou une mobilisation collective peuvent alors agir comme des révélateurs d'une vulnérabilité déjà présente. La frontière devient ainsi le lieu où des tensions accumulées trouvent une expression visible.

Cette proposition théorique s'inscrit dans le prolongement des renouvellements opérés dans les études frontalières contemporaines. Les approches classiques insistaient principalement sur la fonction territoriale de séparation et sur le rôle des frontières dans l'affirmation de la souveraineté étatique. Les recherches plus récentes ont montré que les frontières sont également des dispositifs sociaux et politiques qui organisent des mobilités différenciées et produisent des formes de hiérarchisation entre individus et groupes sociaux (Balibar, 2002). Elles ne disparaissent pas sous l'effet de la mondialisation. Elles se transforment. Elles deviennent plus sélectives, plus complexes et davantage intégrées aux mécanismes de régulation des flux humains.

Dans cette perspective, le concept de frontière asymétrique permet de dépasser deux lectures dominantes qui limitent souvent l'analyse des crises frontalières.

La première correspond à une *lecture sécuritaire* de la frontière. Celle-ci considère principalement l'espace frontalier comme un dispositif de protection territoriale confronté à une menace extérieure. La crise est alors interprétée comme une défaillance du contrôle, une insuffisance des moyens de surveillance ou une incapacité institutionnelle à empêcher certains franchissements. La réponse privilégiée repose généralement sur le renforcement des barrières physiques, l'augmentation des dispositifs policiers et la consolidation des mécanismes de contrôle.

Cette approche apporte des éléments importants concernant les politiques de gestion des frontières, mais elle présente une limite analytique majeure. Elle tend à considérer la frontière comme une simple ligne de défense et à réduire les mobilités humaines à une pression extérieure venant perturber un ordre territorial préexistant. Elle explique difficilement pourquoi certaines frontières deviennent des espaces récurrents de crise alors que d'autres, confrontées à des mouvements migratoires comparables, connaissent des niveaux de tension différents.

La seconde correspond à une lecture exclusivement humanitaire centrée sur la vulnérabilité des migrants, les conditions de déplacement, les risques encourus et les atteintes possibles aux droits fondamentaux. Cette approche est indispensable pour comprendre la dimension humaine des mobilités internationales et les conséquences sociales des politiques migratoires. Toutefois, lorsqu'elle devient exclusive, elle risque de laisser au second plan les structures institutionnelles, les rapports de puissance et les stratégies politiques qui organisent les espaces frontaliers.

La notion de frontière asymétrique propose une approche complémentaire en considérant la frontière comme un *espace relationnel complexe* où interagissent plusieurs catégories d'acteurs : individus en mobilité, sociétés d'origine, États, institutions internationales, acteurs économiques, médias et réseaux numériques. Elle ne cherche donc pas à expliquer la frontière à partir d'un seul facteur dominant.

Elle considère au contraire que les crises résultent de l'interaction entre plusieurs dimensions qui se renforcent mutuellement.

Cette approche rejoint la perspective relationnelle développée dans les sciences sociales, notamment chez Bourdieu, selon laquelle les phénomènes sociaux doivent être analysés à partir des relations entre acteurs occupant des positions différentes dans un espace de pouvoir (Bourdieu, 1980). Appliquée aux frontières, cette perspective conduit à considérer l'espace frontalier comme un champ d'interactions où chaque acteur agit selon ses ressources, ses contraintes et ses objectifs propres. La frontière devient alors un lieu où se confrontent des capacités d'action inégales.

Dans ce modèle, l'asymétrie ne correspond donc pas à une simple différence entre deux territoires. Elle désigne une relation structurelle d'inégalité entre des acteurs et des espaces. Elle peut être économique lorsque les écarts de développement alimentent les aspirations à la mobilité. Elle peut être juridique lorsque les individus ne disposent pas des mêmes droits de circulation et de séjour. Elle peut être institutionnelle lorsque les capacités de régulation diffèrent fortement d'un territoire à l'autre. Elle peut être informationnelle lorsque certains récits ou représentations amplifient l'attractivité d'un espace extérieur. Elle peut être symbolique lorsque certains territoires deviennent des horizons d'espoir. Elle peut enfin être géopolitique lorsque la frontière devient un instrument de négociation ou de pression entre États.

L'un des apports essentiels de cette approche réside dans l'intégration des *imaginaires sociaux* dans l'analyse des frontières. Une frontière asymétrique ne sépare pas uniquement deux niveaux de développement ou deux systèmes juridiques. Elle met également en relation deux visions différentes du futur. Les individus ne réagissent pas seulement aux conditions objectives dans lesquelles ils vivent. Ils construisent leurs projets à partir d'images, de récits et de représentations circulant dans leur environnement social et numérique. Comme l'a montré Appadurai, les sociétés contemporaines sont traversées par des « mondes imaginés » qui influencent la manière dont les individus envisagent leurs possibilités d'action et leurs trajectoires futures (Appadurai, 1996).

Dans cette perspective, Ceuta constitue un cas particulièrement révélateur de la frontière asymétrique. L'enclave espagnole ne représente pas seulement une séparation territoriale entre le Maroc et l'Union européenne. Elle concentre plusieurs formes d'asymétrie simultanément. Elle associe une proximité géographique exceptionnelle à une distance sociale et économique importante. Elle sépare deux espaces juridiques distincts. Elle oppose deux ensembles institutionnels différents. Elle cristallise également deux imaginaires de l'avenir : celui d'un espace européen associé à la mobilité, à la stabilité et aux opportunités, et celui d'un espace d'origine où les perspectives peuvent être perçues comme plus limitées.

Ceuta devient ainsi un véritable laboratoire d'observation des transformations contemporaines des frontières. L'étude de cette enclave permet d'analyser comment un espace territorial limité peut concentrer des enjeux dépassant largement son échelle locale : politiques migratoires européennes, relations bilatérales entre États, circulation numérique de l'information, stratégies diplomatiques et nouvelles formes de confrontation indirecte.

Le concept de frontière asymétrique permet alors de reformuler une interrogation centrale des sciences sociales contemporaines : pourquoi certaines frontières deviennent-elles des espaces privilégiés de crise alors que d'autres demeurent relativement stables malgré l'existence de mobilités importantes ?

La réponse proposée repose sur l'idée que la crise frontalière apparaît lorsque plusieurs asymétries structurelles se superposent et que les mécanismes institutionnels existants ne parviennent plus à contenir les tensions qu'elles produisent. L'événement déclencheur ne crée pas la crise. Il révèle une fragilité préexistante et transforme une tension diffuse en phénomène visible.

Cette proposition ouvre ainsi la voie à une sociologie géopolitique de la frontière asymétrique, située à l'intersection de plusieurs champs scientifiques : sociologie des migrations, géopolitique, études des mobilités, analyse des inégalités et étude des imaginaires sociaux. Cette approche permet de considérer la frontière non comme une périphérie du politique, mais comme un espace central où se lisent les transformations du monde contemporain. Les frontières deviennent alors des

observatoires privilégiés des nouvelles formes d'inégalité, des nouvelles mobilités et des nouvelles conflictualités. Elles révèlent la manière dont les rapports de puissance se recomposent dans un contexte où les confrontations passent moins par l'affrontement militaire direct que par la gestion des flux, la maîtrise des représentations et le contrôle des mobilités.

Ainsi, l'analyse de Ceuta dépasse largement la question migratoire locale. Elle révèle une transformation plus profonde de la frontière contemporaine : le passage d'une conception classique de la frontière comme simple séparation territoriale vers une conception de la frontière comme *espace de production des différences, des mobilités, des vulnérabilités et des rapports de puissance*.

Conclusion : repenser la frontière à l'âge des mobilités globalisées

L'analyse de la frontière de Ceuta à partir du concept de *frontière asymétrique* conduit à renouveler profondément la manière d'appréhender les espaces frontaliers contemporains. La frontière ne peut plus être réduite à une simple limite territoriale destinée à préserver l'intégrité d'un espace politique. Elle apparaît comme un espace social, politique et symbolique où se concentrent des rapports de pouvoir, des inégalités structurelles, des aspirations individuelles et des stratégies institutionnelles. Elle constitue un lieu où se rencontrent des territoires inégalement positionnés dans l'ordre économique, juridique et géopolitique, mais également un espace où se construisent des représentations différenciées de la mobilité et de l'avenir.

L'intérêt principal de cette approche réside dans sa capacité à dépasser les lectures simplificatrices des crises frontalières. Celles-ci ne peuvent être expliquées uniquement par l'existence de mobilités importantes, par l'insuffisance des dispositifs de contrôle ou par des tensions diplomatiques ponctuelles. Elles résultent d'une combinaison de facteurs qui évoluent selon des temporalités différentes. Les transformations économiques et sociales produisent des écarts structurels de long terme. Les trajectoires individuelles expriment des expériences concrètes d'inégalités et d'incertitudes. Les imaginaires collectifs construisent des représentations de l'ailleurs. Les institutions élaborent des mécanismes de régulation. Les relations géopolitiques introduisent des rapports de négociation et

de confrontation. La crise apparaît lorsque ces différentes dynamiques convergent dans un contexte particulier.

La notion de frontière asymétrique permet ainsi de comprendre pourquoi certains espaces frontaliers deviennent davantage exposés aux ruptures que d'autres. Leur vulnérabilité ne provient pas uniquement de leur localisation géographique ou de l'intensité des mobilités qu'ils connaissent. Elle résulte surtout de la concentration de plusieurs formes d'écart qui transforment la frontière en espace permanent de comparaison. Lorsque deux territoires voisins présentent des différences importantes en matière de droits, de ressources économiques, de protection sociale et de perspectives d'avenir, la frontière cesse d'être une simple séparation physique. Elle devient un espace où se matérialisent les inégalités du monde contemporain et où se confrontent différentes conceptions de la possibilité sociale.

Le cas de Ceuta illustre particulièrement cette transformation. L'enclave ne constitue pas seulement une frontière extérieure de l'Union européenne ou une zone de contrôle migratoire. Elle représente un espace où se rencontrent plusieurs dimensions de l'asymétrie : une différence de développement entre territoires proches, une séparation entre régimes juridiques distincts, une opposition entre imaginaires sociaux de l'avenir et une relation géopolitique complexe entre deux États interdépendants. À travers Ceuta, la frontière apparaît comme un lieu où une situation locale devient capable de révéler des tensions dépassant largement son environnement immédiat.

Cette perspective permet également de repenser la nature des conflictualités contemporaines. Les rapports de force ne prennent plus uniquement la forme d'affrontements directs entre États. Ils se déplacent vers des espaces intermédiaires où interagissent plusieurs dimensions : mobilités humaines, dispositifs juridiques, stratégies diplomatiques, récits médiatiques, réseaux numériques et représentations collectives. La frontière devient ainsi un espace hybride où se combinent des formes classiques de pouvoir territorial et de nouvelles modalités d'influence fondées sur l'information, les perceptions et la gestion des flux.

Une telle approche conduit également à renouveler l'analyse des mobilités humaines. Les individus qui cherchent à franchir une frontière ne peuvent être réduits ni à des victimes passives de contraintes économiques, ni à de simples instruments utilisés dans des stratégies géopolitiques. Ils doivent être considérés comme des acteurs sociaux capables de développer des stratégies dans des environnements marqués par des contraintes fortes. Leurs décisions s'inscrivent dans des trajectoires personnelles, des rapports familiaux, des expériences sociales et des imaginaires collectifs qui donnent sens à la mobilité.

L'hypothèse développée dans cet article ouvre ainsi un programme de recherche plus large. La frontière asymétrique peut constituer une catégorie d'analyse applicable à d'autres espaces où se rencontrent des différences importantes de droits, de ressources et de perspectives sociales. Les frontières euro-méditerranéennes, les frontières entre l'Amérique du Nord et l'Amérique latine ou encore certains espaces frontaliers caractérisés par de fortes disparités économiques et politiques offrent des terrains pertinents pour approfondir cette réflexion.

Cette proposition théorique invite finalement à considérer les frontières comme des observatoires privilégiés des transformations du monde contemporain. Elles rendent visibles les contradictions d'une époque marquée simultanément par l'intensification des circulations et le renforcement des dispositifs de fermeture, par l'interconnexion croissante des sociétés et la persistance d'inégalités profondes dans l'accès aux ressources, aux droits et à la mobilité. La frontière devient alors un espace où se lisent les tensions fondamentales de la mondialisation.

La frontière asymétrique permet ainsi de penser une réalité centrale du XXI^e siècle : la réduction progressive des distances physiques n'a pas entraîné une disparition des distances sociales, juridiques et symboliques. Au contraire, ces distances continuent d'organiser les trajectoires individuelles et les relations entre territoires. Les frontières contemporaines ne sont donc pas seulement des lignes qui séparent des espaces. Elles sont des lieux où se produisent des différences, où se distribuent inégalement les possibilités d'action et où se construisent de nouvelles formes de vulnérabilité et de conflictualité.

L'enjeu scientifique n'est donc plus uniquement d'étudier la manière dont les frontières sont contrôlées, mais d'analyser ce qu'elles produisent dans les sociétés contemporaines. Elles produisent des attentes et des frustrations, des exclusions et des opportunités, des stratégies individuelles et des réponses institutionnelles. Étudier les frontières asymétriques revient ainsi à interroger la manière dont le monde actuel organise simultanément la circulation des individus, la distribution différenciée des droits et l'accès inégal aux futurs possibles.

Références bibliographiques

- Agier, M. (2008). *Gérer les indésirables : Des camps de réfugiés au gouvernement humanitaire*. Paris, France : Flammarion.
- Agier, M. (2013). *La condition cosmopolite : L'anthropologie à l'épreuve du piège identitaire*. Paris, France : La Découverte.
- Anderson, B. (1983). *Imagined communities: Reflections on the origin and spread of nationalism*. London, UK: Verso.
- Appadurai, A. (1996). *Modernity at large: Cultural dimensions of globalization*. Minneapolis, MN: University of Minnesota Press.
- Appadurai, A. (2013). *The future as cultural fact: Essays on the global condition*. London, UK: Verso.
- Balibar, E. (2002). *Politics and the other scene*. London, UK: Verso.
- Bauman, Z. (2000). *Liquid modernity*. Cambridge, UK: Polity Press.
- Bauman, Z. (2011). *Culture in a liquid modern world*. Cambridge, UK: Polity Press.
- Beck, U. (2001). *La société du risque : Sur la voie d'une autre modernité*. Paris, France : Aubier. (Ouvrage original publié en 1986).
- Bourdieu, P. (1980). *Le sens pratique*. Paris, France : Les Éditions de Minuit.
- Bourdieu, P. (1994). *Raisons pratiques : Sur la théorie de l'action*. Paris, France : Seuil.
- Castells, M. (2009). *Communication power*. Oxford, UK: Oxford University Press.
- Castells, M. (2012). *Networks of outrage and hope: Social movements in the Internet age*. Cambridge, UK: Polity Press.
- Foucher, M. (1991). *Fronts et frontières : Un tour du monde géopolitique*. Paris, France : Fayard.
- Foucher, M. (2007). *L'obsession des frontières*. Paris, France : Perrin.

- Giddens, A. (1994). *Les conséquences de la modernité*. Paris, France : L'Harmattan. (Ouvrage original publié en 1990).
- Greenhill, K. M. (2016). *Weapons of mass migration: Forced displacement, coercion, and foreign policy* (2nd ed.). Ithaca, NY: Cornell University Press.
- Hoffman, F. G. (2007). *Conflict in the 21st century: The rise of hybrid wars*. Arlington, VA: Potomac Institute for Policy Studies.
- Koser, K. (2010). *International migration: A very short introduction*. Oxford, UK: Oxford University Press.
- Massey, D. S., Arango, J., Hugo, G., Kouaouci, A., Pellegrino, A., & Taylor, J. E. (1993). Theories of international migration: A review and appraisal. *Population and Development Review*, 19(3), 431–466. <https://doi.org/10.2307/2938462>
- Morin, E. (1976). *Pour une crise de l'avenir*. Paris, France : Seuil.
- Morin, E. (1990). *Introduction à la pensée complexe*. Paris, France : ESF Éditeur.
- Newman, D. (2006). The lines that continue to separate us: Borders in our “borderless” world. *Progress in Human Geography*, 30(2), 143–161. <https://doi.org/10.1191/0309132506ph599xx>
- Paasi, A. (2009). Bounded spaces in a “borderless world”: Border studies, power and the anatomy of territory. *Journal of Power*, 2(2), 213–234. <https://doi.org/10.1080/17540290903064275>
- Papadopoulos, D., Stephenson, N., & Tsianos, V. (2008). *Escape routes: Control and subversion in the twenty-first century*. London, UK: Pluto Press.
- Rosière, S. (2007). *Géographie politique et géopolitique : Une grammaire de l'espace politique*. Paris, France : Ellipses.
- Sassen, S. (1996). *Losing control? Sovereignty in an age of globalization*. New York, NY: Columbia University Press.

- Sassen, S. (2006). *Territory, authority, rights: From medieval to global assemblages*. Princeton, NJ: Princeton University Press.
- Sayad, A. (1999). *La double absence : Des illusions de l'émigré aux souffrances de l'immigré*. Paris, France : Seuil.
- Scott, J. W. (2012). *A political geography of borders and borderlands*. In A. Paasi, E. K. Prokkola, J. Saarinen, & K. Zimmerbauer (Eds.), *Territoriality, politics and the construction of boundaries* (pp. 61–75). Farnham, UK: Ashgate.
- Simmel, G. (1999). *Sociologie : Études sur les formes de la socialisation*. Paris, France : Presses Universitaires de France. (Ouvrage original publié en 1908).
- Tarrow, S. (1998). *Power in movement: Social movements and contentious politics*. Cambridge, UK: Cambridge University Press.
- Tilly, C. (1978). *From mobilization to revolution*. New York, NY: McGraw-Hill.
- Torpey, J. (2000). *The invention of the passport: Surveillance, citizenship and the state*. Cambridge, UK: Cambridge University Press.
- Wimmer, A., & Glick Schiller, N. (2002). Methodological nationalism and beyond: Nation-state building, migration and the social sciences. *Global Networks*, 2(4), 301–334. <https://doi.org/10.1111/1471-0374.00043>